



# **le pouvoir aux travailleurs**

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 20 FEVRIER 2006

N° 324 PRIX 0,60 Euros



**QUAND LES  
FANATIQUES RELIGIEUX  
S'ENFLAMMENT CONTRE  
LES CARICATURES DE MAHOMET**

SOMMAIRE AU VERSO

**S O M M A I R E**

Page 2  
Editorial

Page 3  
Côte d'Ivoire:  
- Pour l'unité de  
tous les travailleurs  
- Démagogie anti-  
étrangers des suppor-  
ters de Gbagbo (p.5)

Page 7  
Sénégal: Quelle  
magouille derrière la  
libération d'Idrissa  
Seck ?

Page 9  
Tchad : Les con-  
ditions de vie sont  
de plus en plus  
difficiles

Page 11  
La grippe aviaire en  
Afrique: le pire est  
à craindre

Page 12  
Non aux lois Sarkozy  
contre l'immigration

ABONNEMENT  
FRANCE ET DOM/TOM:

12 numéros : 15 euros  
Le paiement se fait  
uniquement en espèces  
ou en timbres-poste  
courants.

AUTRES PAYS :

Nous consulter

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42  
92114 CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

**QUAND LES FANATIQUES  
RELIGIEUX S'ENFLAMMENT  
CONTRE LES CARICATURES DE MAHOMET**

*La parution des caricatures de Mahomet dans un quotidien conservateur danois puis leur reproduction par le quotidien français "France Soir", ont provoqué une série de manifestations et d'actes de violence dans de nombreuses grandes villes au Proche et Moyen Orient mais aussi en Asie et par la suite en Afrique. A Damas en Syrie, les ambassades danoise et norvégienne ont été saccagées. A Beyrouth au Liban, près de 15 000 personnes sont descendues dans les rues. En plus des représentations diplomatiques qui ont été attaquées, des commerces appartenant à des familles catholiques ont été pillés. Une église a également été saccagée. A Naplouse en Palestine, c'est la façade du Centre culturel français qui a été endommagée. Ailleurs ce sont des drapeaux des pays occidentaux tels que la France qui ont été brûlés symboliquement. Au Pakistan, des restaurants servant des aliments désignés comme "occidentaux" ont été détruits. En Afghanistan les violences ont fait 11 morts dont 4 tués par la police alors que les manifestants marchaient sur la base américaine de Bagram, etc.*

*Certains dictateurs, à l'image de celui de la Syrie ont vu là une occasion en or pour redorer leur blason auprès de leur population en se faisant leur défenseur au moment où les dirigeants impérialistes cherchent à l'isoler et à déstabiliser son régime. D'autres comme celui du Pakistan profite de cette situation pour apparaître comme celui qui critique les pays occidentaux au moment où il est montré du doigt par les mouvements islamistes comme leur allié.*

*Sur le continent africain, dans les capitales des pays du Maghreb, quelques rassemblements ont eu lieu comme à Rabat au Maroc. Mais c'était plutôt calme. Les autorités ont, semble-t-il, pris les devants pour ne pas être débordées par les mouvements intégristes. C'est ainsi que par exemple, un journaliste de la télévision algérienne a été limogé car il avait osé montrer quelques caricatures de Mahomet. De même au Maroc, un directeur et un journaliste d'un quotidien ont été*

mis en examen pour les avoir publiées.

Dans les autres pays du continent il y a eu également quelques manifestations. Au Soudan, 15 000 personnes se sont réunies devant le siège de l'ONU. Au Cap en Afrique du Sud, environ 10 000 personnes ont défilé. Au Nigéria, pays de 130 millions d'habitants dont la plupart sont musulmans, des violentes manifestations ont eu dans les Etats du Nord où la charia est en vigueur. Des drapeaux danois et norvégiens ont été brûlés. Selon les toutes dernières informations du 19 février, des affrontements interreligieux entre musulmans et catholiques y auraient fait 15 morts et de nombreux dégâts matériels dont des églises incendiées. Il est à craindre que cela se propage dans les autres régions du pays. En Somalie, un manifestant est mort dans des heurts avec la police. A Djibouti trois étudiants ont été blessés dans les mêmes conditions. A Njaména au Tchad, quelques fanatiques musulmans excités se sont attaqués aux véhicules des expatriés. Deux voitures ont été incendiées. Une conductrice a été battue et a failli être étranglée. La police est arrivée pour l'extraire. Les manifestants ont ensuite saccagé la cathédrale St Paul de Kabalaye ainsi qu'une école catholique. Ils ont battu le gardien de l'école. Au quartier Ardep-Djournal, les manifestants ont saccagé trois bars. L'ambassade d'Allemagne en a également fait les frais.

A Bamako, Niamey, et Nouakchott il y a eu des manifestations ou des rassemblements allant de quelques centaines à quelques milliers de personnes. Mais l'atmosphère a été plutôt calme selon la presse qui en a fait écho. A Dakar, les rues sont restées désertes.

Tant mieux si dans la plupart des pays africains, les mouvements intégristes n'ont pas réussi à entraîner les foules derrière eux car ce qu'ils veulent, c'est trouver une base politique en se servant de la religion pour imposer leur propre dictature à tous. Ils veulent bâillonner toute la société en interdisant toute critique de la religion et toute pratique qui ne serait pas conforme au Coran. Ils veulent que la charia (loi islamique) soit appliquée à tous. La société qu'ils veulent, c'est celle où la femme soit reléguée au rang inférieur. Ils défendent et pratiquent la polygamie, le mariage forcé et bien d'autres formes d'oppression contre les femmes comme par exemple l'interdiction de pratiquer certains métiers.

Ces gens-là sont des ennemis des travailleurs. S'ils parvenaient au pouvoir, ils mettraient au pas les syndicats des travailleurs et interdiraient toutes les organisations qui comme les communistes propagent les idées progressistes et militent pour une société sans exploitation et sans oppression. Aucun travailleur ne doit se laisser tromper par leur démagogie anti-occidentale.

### CÔTE D'IVOIRE

## POUR L'UNITÉ DE TOUS LES TRAVAILLEURS

Une nouvelle rencontre du GTI (Groupe de travail international) s'est tenue le 17 février. Elle devait se prononcer sur le cas de l'Assemblée Nationale, de la CEI (Commission Electorale Indépendante) du DDR (Désarmement, Démocratie Réintégration) et proposer des

solutions concrètes pour une sortie de crise effective. Mais le GTI s'est contenté de mettre dos à dos les belligérants et a sorti un communiqué final assez ambigu pour que chaque camp puisse y trouver motif à crier victoire sur certains points et à protester sur d'autres.

Puis il s'est séparé, satisfait de son travail, en se fixant un prochain rendez-vous pour le 17 mars.



Blé Goudé, dirigeant des "Patriotes": la xénophobie est son fonds de commerce

Mais pendant que ces messieurs tergiversent, incapables de mettre fin à cette crise, les classes populaires continuent de subir tous les jours ses conséquences désastreuses. De temps en temps les journaux relatent les massacres intercommunautaires dans les forêts de l'Ouest. Ces massacres sont le fruit de plusieurs années de propos xénophobes, ethnistes et tribaux que ne cessent de véhiculer les hommes politiques de ce pays, à commencer par Bédié en son temps et maintenant repris et amplifié par Gbagbo et sa clique à lui.

Il y a aussi l'aggravation de la misère. Avec les événements de novembre 2004, qui ont vu fermer plusieurs entreprises, la masse des chômeurs est toujours grandissante. Des événements comme ceux des 16-19 janvier dernier ont montré à quel point les risques d'affrontements sont permanents, surtout dans les quartiers populaires. Les discours des groupes "Patriotes", partisans du régime, distillent le mépris, quand ce n'est pas la haine, à l'égard de tous ceux qui sont originaires du Nord. Même parmi nous les travailleurs, des éléments peu conscients sont parfois influencés

au point que le climat de solidarité entre tous est empoisonné par la haine dictée d'en haut.

Ce furent les populations des quartiers pauvres comme Abobo et Yopougon qui ont subi le plus les conséquences des événements des 16-19 janvier. Les travailleurs ne pouvaient se rendre au travail, amputant ainsi le salaire du mois de janvier de plusieurs jours. Les femmes ne pouvaient vendre ou aller faire des achats, pire, pour celles d'entre elles qui avaient des denrées périssables, elles ont tout perdu.

Quant aux politiciens véreux qui prétendent défendre la population, ils ne sont que des menteurs. Ils se servent de la souffrance de la population comme prétexte pour aboutir à leurs fins. C'est ce que le camp présidentiel avait fait pour les événements de janvier dernier. Il avait réussi à mobiliser pour la prolongation d'un an du mandat de ses députés et des rémunérations qui en découlent. Et pour ça ils sont toujours prêts à récidiver.

Mais quel est le député, qu'il soit du Sud ou du Nord, qui se soit préoccupé des emplois et des salaires perdus du fait des licenciements et des fermetures d'usines, rien que depuis le début de leur mandat ? Quels sont ceux qui se sont inquiétés des conséquences des hausses de prix du carburant pour toutes les classes populaires, des travailleurs aux paysans, en passant par les petits marchands ?

Les dirigeants des deux camps, aussi bien que leurs hommes de main, ont amplement démontré qu'ils ne sont préoccupés que par les postes, les sinécures et les revenus que leur vaut le pouvoir.

Mais personne ne se préoccupera des intérêts, même les plus élémentaires, les plus vitaux, des classes populaires si elles ne le font pas elles-mêmes.

Accepter que ces gens-là divisent les classes populaires et les opposent en fonction des intérêts des deux camps qui s'affrontent est de toute façon inacceptable, ne serait-ce qu'en raison de la haine ethniste stupide et rétrograde qu'ils véhiculent. Mais, en plus, si les classes populaires, et en particulier la classe des travailleurs, acceptaient sans réagir qu'on les divise en fonction de leur origine, ce serait accepter un affaiblissement qui les rendrait de moins en moins capables de se défendre et de défendre leurs propres intérêts.

Alors, les deux camps qui comptent réellement dans cette société ne se situent pas des deux côtés de la frontière de fait qui sépare le Sud, dominé par le gouvernement dit "légal", du Nord, sous l'autorité des militaires mutins. Il y a, d'un côté, les classes exploitées, tous ceux qui ont beau travailler resteront toujours pauvres et, de l'autre côté, la classe riche, les bourgeois

exploiteurs et tous ceux qui sont en concurrence pour les servir en position de pouvoir.

Les travailleurs ne sont peut-être pas en situation d'empêcher les tenants du pouvoir et l'appareil d'Etat de se couper en deux et de se combattre les armes à la main. Mais ils peuvent empêcher que cette division soit installée parmi eux.

Les classes populaires ne font pour le moment que subir les politiques qui leur sont imposées par des dirigeants rivaux. Mais le jour où elles seront assez confiantes dans leur force collective pour réagir et pour se battre pour leurs propres intérêts, pour leur droit de vivre correctement, elles auront besoin de leur unité. L'ethnisme, le tribalisme sont des poisons pour les classes populaires. Originaires du Nord ou du Sud, Ivoiriens estampillés ou Dioulas, nous faisons partie d'une même classe ouvrière, avec les mêmes intérêts fondamentaux.

## CÔTE D'IVOIRE

### **LA DÉMAGOGIE ANTI-ÉTRANGERS DES SUPPORTERS DU PRÉSIDENT**

Il ne se passe pas de semaine sans que des intellectuels du FPI, parti politique de Gbagbo, ne déversent sous une forme ou une autre leur hargne à l'encontre des populations du Nord qu'ils assimilent aux étrangers. Ces derniers temps, plusieurs plumitifs du journal "Notre voie", qui constitue leur principal organe de presse, s'en sont pris aux députés PDCI qui n'ont pas suivi leurs homologues du FPI à s'autoprolonger leur mandat parlementaire d'une durée d'un an comme celui accordé à Gbagbo. Des articles incendiaires les accusent d'être des girouettes et surtout de vouloir "*développer la*

*thèse farfelue pour la naturalisation tous azimuts de 3 millions d'étrangers*". Des girouettes politiques, tous les députés de ce pays le sont sans aucun doute. Ils tournent leur veste au gré des alliances de leur parti, ou simplement au gré du vent selon ce qu'ils estiment être porteur pour se maintenir à un poste ou s'y hisser.

Le FPI et ses députés ne sont pas les dernières girouettes puisqu'ils se sont coalisés hier avec le RDR. Ils se sont associés avec d'autres dans le cadre du TSO (Tout sauf Ouattara) et à nouveau

brouillés et le feuilleton n'est pas encore terminé. Aujourd'hui, plus les échéances électorales approchent et plus la compétition fait rage entre eux. C'est ainsi qu'ils ne reculent devant aucune méthode fût-elle crapuleuse et lourde de conséquences comme ce fut le cas lors du charnier de Yopougon.

Le camp présidentiel actuel ne cesse de chercher à dresser les populations originaires du Sud contre celles originaires du Nord dont la nationalité serait douteuse.

C'est ainsi que (un exemple parmi bien d'autres) un de ses supporters, en l'occurrence le Directeur général du port Autonome d'Abidjan a constitué un "Mouvement des Akans pour la victoire de Gbagbo" dans la localité de Bolequin. Le programme de ce monsieur se résume en gros à faire de la démagogie xénophobe. Il fustige ceux qui "réclament exprès que des millions d'étrangers deviennent obligatoirement ivoiriens". Ce Monsieur, anti-étrangers qui doit son poste à

Gbagbo, n'était pas seul à la tribune lors de la tenue de son discours à Guiglo. Il était accompagné d'une brochette de notables et de cadres connus du camp présidentiel.

Figuraient en bonne place Djibo Martine et Eloi Oulaï, Directeur Général de Radio Côte d'Ivoire. Officiellement, la campagne électorale n'est pas commencée, mais la chasse aux voix, fussent-elles nauséabondes, fait rage dans notre pays. Lorsque l'occasion se présente à lui, Gbagbo lui-même abonde dans ce sens. Ce fut le cas il y a quelques semaines lorsqu'il a déclaré en substance que "les gens qui disent que les ivoiriens sont des xénophobes sont des menteurs puisque ce pays est parmi les premiers à offrir le gîte et le couvert à tous les étrangers".

Les xénophobes peuvent continuer à se comporter comme tels puisque le président lui-même dit qu'il n'y a pas de xénophobes. Il n'y a que des électeurs sans doute.

## CÔTE D'IVOIRE

### **LUTTE CONTRE LE RACKET LE TICKET UNIQUE N'EST PAS LA SOLUTION**

Un nouveau séminaire organisé pour trouver une solution aux rackets des hommes en treillis vient de prendre fin le 19 janvier dernier. Tout comme pour les années précédentes, après trois jours de concertations entre les concernés, le séminaire a accouché d'une nouvelle trouvaille appelée "ticket unique de contrôle". Ce ticket va être expérimenté à partir du premier mai prochain.

Il s'agit d'un ticket unique qui sera remis aux chauffeurs à des points de contrôle indiqués. Et une fois en possession de ce ticket, ils seront, paraît-il épargnés de tous

rackets des hommes en treillis. Le premier test concerne d'abord le district d'Abidjan.

Le racket est une sérieuse gangrène non seulement pour l'Etat mais pour toute la population. Surtout le racket des hommes en armes qui a pris un virage effrayant depuis le déclenchement de la crise armée. Sous prétexte de lutter contre l'attaque des "assaillants" et ensuite contre le banditisme, des barrages parfois espacés d'une centaine de mètres sont érigés sur les routes et ruelles des villes ainsi que sur les routes de l'intérieur du pays. Le but

principal de ces barrages, tout le monde le sait, c'est pour racketter les transporteurs.

Quand on prend par exemple le tronçon Abobo-Adjamé par la voie express, les matins comme les soirs, il y a au moins 5 à 6 barrages. Souvent, ces barrages se trouvent dans les deux sens, ce qui fait au total une dizaine de points de contrôle. Et à chacun de ces lieux, le chauffeur surtout l'apprenti "gbaka" doit payer la rançon de 500 F avant de passer.

C'est à ce vol imposé par la force des fusils que l'Etat tente depuis des années de mettre fin. Plusieurs séminaires ont été déjà organisés avec de nouvelles propositions comme l'URC (l'Unité de Régulation de la Circulation). Cette unité que les chauffeurs appellent ironiquement "Tampico" est devenue championne en racket. Ensuite il y a eu d'autres séminaires qui ont proposé la création d'une "feuille de route" pour les transports de marchandises. Cette feuille, une fois validée au départ, devrait permettre au chauffeur, après présentation, d'éviter les tracasseries et les rackets. La liste de ces inventions est très longue. Mais à chaque fois, les hommes en treillis ont aussitôt à leur tour inventé un moyen pour les

contourner. D'ailleurs ce "ticket unique" n'est qu'une copie de la "feuille de route" mais cette fois-ci utilisé que dans le trafic urbain.

Toute initiative prise pour tant soit peu diminuer ce vol qui ne dit pas son nom, est bonne mais ce n'est pas de cette manière que l'Etat pourra mettre fin aux rackets. D'ailleurs le racket, ce n'est pas seulement sur les routes. C'est aussi les rafles opérées dans les rues où de pauvres gens surtout les travailleurs ressortissants des pays limitrophes sont fouillés et dépouillés de leurs biens, c'est aussi les opérations de contrôle sur les petits commerçants pour voler leurs marchandises comme les cellulaires, c'est enfin les descentes musclées nuitamment dans les quartiers populaires pour fouiller les maisons et emporter les biens. Mais le racket est une gangrène qui mine d'abord le sommet de l'Etat et de la hiérarchie militaire. C'est pourquoi cette hiérarchie laisse faire sans jamais prendre des sanctions contre les agents faussaires même si ces derniers ont commis des crimes. C'est pourquoi pour lutter contre ce vol, il faudrait commencer par le sommet. Autant dire que les dirigeants de l'Etat ne le feront pas car le sommet, c'est eux !

## SÉNÉGAL

### **QUELLE MAGOUILLE DERRIÈRE LA LIBÉRATION D'IDRISSA SECK ?**

Incarcéré à la prison de Rebeuss, à Dakar, depuis le 15 juillet 2005, l'ancien Premier ministre sénégalais Idrissa Seck a été libéré le 7 février dernier "faute de preuve" selon les autorités judiciaires qui l'accusaient de détournements de fonds publics et d'atteinte à la sécurité de l'Etat.

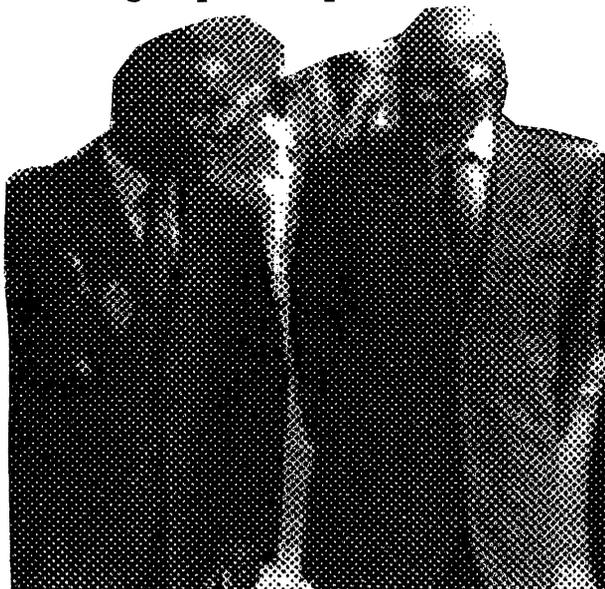
Mais personne ne doute que cette libération survienne après de longues tractations entre le camp présidentiel et les partisans d'Idrissa Seck. Le président Wade avait fort à craindre des déballages que son ancien Premier ministre menaçait de faire si son procès avait lieu.

Idrissa Seck était considéré comme le "numéro deux" du Parti Démocratique Sénégalais (PDS). Il avait été directeur de campagne électorale de Wade. Puis, lorsque Wade fut élu président, il fut nommé directeur de cabinet du chef de l'Etat, de mars 2000 à novembre 2002, puis chef du gouvernement jusqu'en avril 2004. Il tomba en disgrâce et fut limogé. Dans l'entourage de Wade on le trouvait trop pressé de devenir "calife à la place du calife". Wade en prit ombrage et se débarrassa de lui.

Idrissa Seck quitta Dakar pour Thiès, située à 70 kilomètres de la capitale, où il était élu maire. Néanmoins il maintenait son influence au sein du PDS par l'intermédiaire d'un certain nombre de cadres et de ministres restés fidèles à lui. C'est alors que Wade décida de frapper un grand coup contre lui et ses partisans. On l'accusa d'avoir détourné des fonds publics (près de 23 milliards de F Cfa.) de la caisse destinée à la rénovation de la ville de Thiès. C'est l'affaire dite des "chantiers de Thiès". Pour le 44<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance du Sénégal dont la célébration devait se dérouler dans la ville de Thiès, l'Etat sénégalais avait décidé de financer un certain nombre de travaux de modernisation de la ville: nouvelle autoroute, éclairage public, nouveau palais des congrès, etc. L'Etat accuse Idrissa Seck d'avoir puisé dans cette cagnotte en faisant surfacturer les travaux ou en donnant les contrats à ses proches.

Interrogé par des journalistes sur ses relations avec son "fils spirituel", Wade répond: "Vous dites à quelqu'un de prendre de l'argent et de vous acheter telle chose pour 2 000 francs à la boutique. Il revient vous dire qu'il a pris 10000 francs, vous êtes en droit de lui demander ce qu'il a fait des 8 000 francs. Voilà ce qui ce qu'il y a entre Idrissa Seck et moi". Ce dernier fut alors incarcéré ainsi

que l'ex-ministre de l'Habitat, Salif Bâ. Deux autres ministres ont été placés en garde à vue et interrogés par la police. A cette



Wade et son Premier  
ministre Seck en 2003

accusation fut ajoutée celle d'"atteinte à la sécurité de l'Etat". Mais près de sept mois après, Idrissa Seck est libéré sans aucun procès.

Accusé d'interférer dans ce dossier, Wade a déclaré: "Les gens ont fait une enquête et se sont aperçus que nous n'avons pas suffisamment de preuves, on abandonne l'accusation". Plutôt que d'une absence de preuves, il s'agit surtout d'un marchandage au sommet. La presse sénégalaise parle d'une existence de "caisse noire" du pouvoir. Personne n'ignore que le palais présidentiel est un passage obligatoire pour tout homme d'affaires désirant faire de l'argent au Sénégal. Toute la famille de Wade, la fille, le fils, le frère, etc. y sont impliqués. Idrissa Seck qui a fréquenté de près tous ces gens-là connaît certainement tout un rayon sur les pratiques et les scandales financiers. C'est son silence qui a été très probablement acheté en échange de sa libération. La date et l'heure de cette libération ont été choisies méticuleusement pour que cela se déroule sans faire des

vagues. Il a été libéré le 7 février à 17 heures précises, au moment précis où l'équipe nationale de football du Sénégal rencontrait en demi-finale l'équipe d'Egypte lors de la dernière coupe d'Afrique. Ce n'était pas un hasard.

L'autre raison de cette libération arrangée est la crainte du PDS de perdre les élections législatives qui auront lieu cette année ainsi que la présidentielle prévue pour 2007, si les "pro-Idy" (les partisans D'Idrissa Seck) relativement importants au sein du PDS rejoignent le camp du PS pour "punir" le clan de Wade. Du côté du PS on commençait déjà à se frotter

les mains. Mais ce dernier revirement de Wade risque de mettre à mal leurs calculs politiques. On parle déjà d'une "réconciliation" entre les deux hommes par l'entremise du Grand Marabout de Touba dont tous deux se disent "talibé" (fidèles).

Pour sauver la face, les autorités sénégalaises ont toutefois retenu à l'encontre de Seck la possibilité d'une poursuite judiciaire pour "sortie illégale de correspondance de prison" ainsi qu'une éventuelle poursuite en cas de découverte d'un compte bancaire non déclaré à la justice. C'est du cinéma!

#### T C H A D

### **LES CONDITIONS DE VIE SONT DE PLUS EN PLUS DIFFICILES POUR LES PETITES GENS**

A Ndjaména la capitale et dans d'autres villes du pays, les conditions de vie des petites gens sont devenues plus précaires et plus difficiles. Voici ce qu'un témoin qui a vécu cette situation nous raconte. D'abord la capitale : "Njaména est un dépotoir à ciel ouvert, excepté les quartiers chic où il y a un semblant d'organisation urbaine (...), le reste (environ les 3/5) est un véritable taudis, un bidonville sans rues, sans électricité ni eau courante. Il y a des immondices partout, et il n'y a jamais eu de ramassage des ordures, sauf au centre ville (2 ramassages par mois). Dans certains quartiers, les gens s'organisent pour payer quelqu'un ou même une entreprise pour leur enlever les ordures".

La misère, elle est partout visible. "Dans les villes, un salaire nourrit 20 à 30 personnes. De ce fait, un salarié moyen n'est pas mieux loti qu'un chômeur, sauf qu'il fait vivre d'autres personnes. Le smig mensuel est 25 000 francs

CFA. (38 euros environ). Quand on sait qu'un sac de mil coûte 15 000 francs CFA, un sac de riz, 20 000 CFA ou que le kilo de viande ou de poisson, 1 000 CFA, avec l'achat des autres condiments, le salaire ne peut faire vivre une famille que 15 jours seulement. Dans cette situation, c'est la loi de la "débrouille": dans la plupart des familles, les femmes exercent de petits commerces de détails pour joindre les deux bouts, en attendant la fin du mois. Dans la majorité des familles, on rencontre des cas de malnutrition. Les premières victimes, ce sont les enfants. Aux carences alimentaires, s'ajoute le manque d'hygiène, et cela se traduit par un important taux de mortalité infantile".

Mais ce n'est pas la misère pour tout le monde : "Ceux qui sont armés (militaires, policiers, gendarmes, douaniers), s'en sortent mieux que les autres travailleurs. Ils vivent de rackets. Ils dressent des barrières dites "de contrôle"

aux portes des villes et tous les 50 km. Tout le monde sait que, quand on leur tend une pièce d'identité, on doit l'accompagner d'un billet de 500 francs CFA si l'on veut continuer son voyage". L'exemple ne vient-il pas d'en haut ? Ces racketteurs ne font qu'imiter les dirigeants qui puisent impunément dans les caisses de l'Etat ou ceux qui détournent de grosses sommes d'argent sans être inquiétés.

Moundou, Sarh, Doba, Abéché. Les plus âgés (plus de 30 ans), qui ne voient pas la nécessité de quitter leur village, vivent dans le dénuement et noient leur malheur dans l'alcool et la religion. Cet engouement pour les croyances religieuses, on les retrouve aussi en ville, dans tous les milieux sociaux, avec une recrudescence des communautés chrétiennes et des confréries musulmanes"

Les conditions de vie difficiles poussent les jeunes vers l'exode; "Ils viennent grossir les rangs des chômeurs à Ndjaména,

Voilà, en gros, les conditions déplorables dans lesquelles vivent les travailleurs et les petites gens du Tchad.

## T C H A D

### **LES FONCTIONNAIRES EN GRÈVE OBTIENNENT GAIN DE CAUSE**

Les fonctionnaires en grève depuis le 9 janvier dernier ont décidé d'organiser des marches pacifiques le 2 février dans l'ensemble du territoire pour revendiquer l'augmentation de 5% de leurs salaires, le paiement régulier des salaires, le versement des arriérés (en 2005, les retards étaient de trois à six mois), le versement de la subvention de l'Etat à l'Union des syndicats du Tchad (UST), etc. Lors de la préparation en vue de cette manifestation, la police anti-émeutes est intervenue à la Bourse du travail, siège de l'UST, pour intimider.

Les retraités, qui n'ont perçu aucune pension en 2005, se sont joints au mot d'ordre lancé par l'UST. Ils étaient, eux aussi, prêts à marcher le 2 février pour réclamer le paiement intégral des arriérés de

2005 ainsi que ceux des deux années précédentes. A l'appel de l'UST, les retraités avaient déjà manifesté en bloquant pendant dix jours, un accès de la présidence de la République avant d'y être délogés par la police anti-émeutes.

Le gouvernement a pris peur et a cédé. Selon le Secrétaire général de l'UST, il a exécuté les 3/4 des revendications, y compris le paiement du salaire de janvier. Pour les retraités, il a débloqué 5 milliards de francs CFA pour le paiement des arriérés des pensions. Cependant le Secrétaire général de l'UST a appelé à la vigilance car il reste encore le quart des revendications à satisfaire. Une assemblée générale est prévue pour le 25 février prochain afin de donner une suite au mouvement.

## LA GRIPPE AVIAIRE EN AFRIQUE LE PIRE EST À CRAINDRE

La maladie de la volaille, appelée grippe aviaire, qui est apparue en 2003 en Asie, après avoir touché le Proche orient puis quelques pays européens, atteint maintenant l'Afrique par le biais du Nigéria. Le Bénin serait déjà touché. Plus loin en Mauritanie on a aussi observé des oiseaux morts de manière suspecte.



Ramassage risqué de  
poulets morts de la  
grippe aviaire au Nigéria

Cette maladie, qui pour le moment ne se transmet qu'accidentellement de la volaille à l'homme par le contact, a cependant déjà tué plus de 90 personnes sur les 166 malades recensés. Mais le virus appelé H5N1 qui affectent les poulets, mais aussi les autres oiseaux de basse-cour ainsi que les oiseaux migrateurs qui en sont les vecteurs, pourraient par suite de mutation se transmettre directement à l'homme et se répandre d'homme à homme comme une traînée de poudre. Il pourrait alors faire de morts par millions comme ce fut le cas de la grippe humaine de 1918 où le nombre de morts fut supérieur au nombre total des victimes de la Première guerre mondiale. Heureusement, on n'en est pas là pour le moment mais l'éventualité d'une telle

catastrophe est prise au sérieux par les spécialistes de la grippe aviaire.

Les pays les plus pauvres qui sont les moins pourvus en matière de moyens et d'infrastructures sanitaires courent les plus grands risques. Les dirigeants de ces pays à l'instar de celui du Nigéria font des gesticulations pour faire croire qu'ils s'activent à titre préventif pour abattre et détruire les poulets contaminés. Concrètement, aucune mesure sérieuse n'a été prise par les autorités. Mais le voudraient-elles, quels moyens possèdent-elles pour y faire face? Elles se sont contentées d'annoncer la nouvelle et ont recommandé aux populations de ne pas manger du poulet sans interdire l'exportation des volailles vers les pays voisins. Ainsi, les commerçants nigériens se sont empressés de liquider leurs stocks au Bénin en vendant le poulet à vil prix, deux fois moins que les prix pratiqués avant l'annonce de l'apparition de la maladie au Nigéria. Même les cadavres de poulets sont vendus sur le marché, les commerçants expliquant que ces poulets sont abattus de peur d'être contaminés. Ces ventes dans ces conditions ne font que multiplier le risque de contamination.

Au Tchad, les autorités ont interdit verbalement l'importation des volailles du Nigéria mais sur le marché à Ndjaména, on continue d'en vendre. Les populations continuent d'en manger. Peut-être moins si l'on tient compte de la chute du prix du poulet depuis cette interdiction. Le poulet qui coûtait avant 3 500 F CFA se vend à 1000 F. Certains vendeurs en proposaient même moins. Cette situation a obligé des commerçants qui veulent coûte que coûte écouler cette marchandise à faire du porte à porte dans les quartiers de Ndjaména.

Pour le moment on ne déplore

pas des pertes humaines ni au Nigéria ni dans les pays voisins et

c'est tant mieux. Mais si cela survenait, on peut craindre le pire.

## NON AUX LOIS SARKOZY CONTRE L'IMMIGRATION !

Le projet de loi de Sarkozy contre l'immigration a été adopté par le Comité interministériel. Le gouvernement compte le présenter à l'Assemblée nationale d'ici l'été prochain. L'objectif, Sarkozy l'a répété plusieurs fois, c'est "une politique d'immigration choisie" et non "une immigration subie".

Si ce projet de loi est voté à l'Assemblée puis au Sénat, les étrangers, particulièrement africains, autorisés à venir en France seront triés suivant leurs métiers et suivant les besoins des entreprises. Ils auront des cartes de séjour temporaires valables suivant la durée du contrat de travail. Et s'il y a rupture de contrat la carte de séjour sera retirée.

De plus le regroupement familial sera plus difficile à obtenir. Le revenu exigé aux demandeurs est revu à la hausse. L'allocation familiale n'est pas comptée comme revenu. En plus on exige des qualités de logement que la plupart des immigrés ne peuvent pas avoir.

Pour ce qui concerne les immigrés sans papiers présents dans le territoire depuis plus de dix ans, ils n'auront plu leurs papiers automatiquement, ils seront régularisés au cas par cas, autant dire au compte-gouttes.

Quant au mariage, les conjoints des français ou françaises devront justifier d'un visa long séjour de plus de trois mois. Et l'étranger

marié devra attendre trois ans au lieu de deux pour avoir une carte de séjour de résident.

Les travailleurs immigrés ne sont pas les seuls à être victimes de la politique de Sarkozy. Des élèves et étudiants sans-papiers sont poursuivis et expulsés manu militari. Et il arrive que des professeurs, des élèves et des parents protestent auprès de la préfecture pour qu'un jeune puisse rester afin de finir ses études. Bien souvent ils ne sont pas gagnants.

L'autre objectif de Sarkozy est d'expulser le maximum de sans-papiers. Ainsi il se vante qu'en 2005 il y a eu 64.000 interpellations et 20.000 expulsions. Et pour 2006 il compte augmenter ces chiffres. Voilà ce qui plaira à l'électorat le plus réactionnaire de France, notamment les sympathisants des idées de Le Pen auxquels Sarkozy fait la cour pour la prochaine élection présidentielle à laquelle il sera candidat.

Ce qui est sûr, c'est que cela va rendre plus difficile la vie des travailleurs immigrés. Ceux qui se battent en protestant et manifestant dans les rues pour la régularisation de tous les sans-papiers ont raison. C'est une lutte qui concerne toute la classe ouvrière. Et on ne peut qu'espérer que l'ensemble des organisations ouvrières françaises se mobilisent pour faire reculer Sarkozy et Villepin.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.